

Désert médical, désertion des politiques

6 janvier 2018 / Corinne Morel Darleux



Malgré une forte mobilisation citoyenne, la maternité et la chirurgie d'urgence de l'hôpital de Die ont fermé leurs portes le 31 décembre dernier. Tout un territoire rural voit ainsi sa dynamique brisée, explique notre chroniqueuse. Qui accuse le manque de courage et de détermination des politiques.

Corinne Morel Darleux est secrétaire nationale à l'écosocialisme du Parti de gauche et conseillère régionale Auvergne - Rhône-Alpes.



Elles sont une trentaine comme Alice aujourd'hui à promener leurs ventres arrondis dans Die (Drôme). Le signe d'un territoire rural qui vit, qui sait attirer des jeunes et des familles, où l'on peut encore naître et grandir dans un environnement préservé, des paysages incroyables, où l'on peut pratiquer des sports de pleine nature, randonner, pédaler, escalader. Apprendre la culture du risque inhérente aux zones de montagne, tout en étant sécurisé en cas d'accident par la présence de l'hôpital et de sa chirurgie d'urgence à proximité. Le signe d'un pays, aussi, où l'on peut vieillir et être pris en charge en cas de perte d'autonomie, en cas d'accident sur des routes glissantes ou de chute. Car on est dans le Vercors. La neige, le gel sont courants, il fait - 10, - 15 °C comme un rien les matins d'hiver et personne n'est à l'abri d'être bloqué en cas d'intempéries. Les petites routes de montagne peuvent se révéler dangereuses, et il n'est pas rare de glisser sur une plaque de verglas, même en ville.

Mais, on y redécouvre les saisons, la nature, le calme. On y grandit en préparant de futurs citoyens qui auront plus de chances que certains petits citadins de savoir ce que veut dire vivre en harmonie avec la nature. Ce pays contredit les discours sur la désertification de nos campagnes, avec son théâtre, son cinéma, sa médiathèque, sa gare, sa poste, son centre des impôts, sa sous-préfecture. Des services de l'État, de proximité, qui permettent de ne pas se sentir abandonnés en zone rurale et de faire la démonstration qu'un autre « *ménagement du territoire* » que l'agglomération en métropole est possible, qu'on peut inventer d'autres modes de vie tout en restant relié au monde, à sa famille, à ses amis. Nous vivons dans un pays qui devrait servir de modèle et d'exemple à tous les politiques qui fondent leurs discours sur la défense de la ruralité, qui organisent des « *conférences de territoire* », parlent d'« *attractivité* » et de « *dynamisme* », de « *revitalisation* », qui font de la lutte contre les déserts médicaux leur thème privilégié à chaque élection.

Las, les phrases qui précèdent seront désormais à conjuguer au passé.

Le 24 novembre, la ministre de la Santé a annoncé la fermeture de la maternité et de la chirurgie d'urgence de l'hôpital de Die, avec l'accord placide de la députée et des élus locaux. En échange, elle a promis de rénover l'hôpital ainsi amputé de ses deux axes majeurs, et un bel hélicoptère. Depuis le 31 décembre, ces services vitaux sont donc fermés.

La députée ne sait pas quoi répondre quand on l'interpelle

Dorénavant, les blessés et les femmes enceintes devront se rendre à Valence ou à Gap, en moyenne à 1 h 30 de route du Diois, davantage en cas de neige ou de verglas. Rien n'ayant été anticipé, on ne sait pas exactement quel sera le protocole de prise en charge. Les pompiers volontaires, qui devront emmener les patients jusqu'à Crest, n'avaient pas l'air informés de la décision à venir, les titulaires du bloc opératoire non plus. Tout le monde est tombé des nues. À force d'interpeller, on a fini par apprendre, lors d'une rencontre avec le sous-préfet, que le Smur (service mobile d'urgence et de réanimation) de Valence devrait prendre le relais de Crest à Valence, où il y aura donc transbordement des patients. Imaginez concrètement...



On parle de sages-femmes libérales qui doivent être formées pour accompagner les femmes enceintes, on parle de payer à ces dernières l'hôtel hospitalier à Valence quelques jours avant la date programmée, loin de chez elles. On parle... Mais la députée ne sait pas quoi répondre quand on l'interpelle. Les médecins « référent Samu » du Haut-Diois dénoncent le manque de concertation, déplorent la fermeture, contredisent les « raisons de sécurité », et indiquent qu'ils ne participeront pas à ce dispositif qualifié de « *pis-aller* ». Et on commence à parler de pertes de chance de survie et de mise en danger de la vie d'autrui. Alice, Aurelia et les autres ne savent toujours pas dans quelles conditions elles accoucheront, et prient pour qu'il n'y ait pas de complications.

Comment diable en est-on arrivé là ? En accusant son chien de la rage, comme l'a décrit Noam Chomsky, en laissant les conditions de prise en charge à l'hôpital se détériorer depuis 31 ans, date de la première annonce de fermeture, et en jouant sur la peur des habitants.

On a entendu invoquer des problèmes de sécurité à l'hôpital de Die. Mais les mêmes, de l'Agence régionale de santé (ARS) au ministère, en passant par la députée, ont soigneusement évité de parler des problèmes de sécurité que poserait le transfert par la route. Le savent-ils seulement ? Ont-ils seulement regardé une carte ? Passé un hiver dans le Diois ? Quant à l'hélicoptère promis, ils ont omis de préciser qu'il ne serait pas toujours disponible, qu'il risquait de ne pas prendre en charge les patients dont l'état n'est pas stabilisé, et qu'il ne serait probablement pas prêt à temps, comme nous l'a confirmé le sous-préfet.

La longue dégradation organisée d'un hôpital public laissé à l'abandon depuis des années

Pour justifier cette fermeture, on a entendu qu'il n'y avait pas assez d'accouchements pour maintenir les qualifications des médecins. Mais les mêmes ont soigneusement évité de parler du nombre d'actes – inférieur – des sages femmes qui prendraient le relais, du fait que de nombreux praticiens exerçaient aussi ailleurs, ni des accouchements à domicile, fréquents dans le Diois, qui n'entrent pas dans les statistiques mais ne sont possibles que par la proximité de la chirurgie de l'hôpital en cas de complications.



On a entendu dire que les médecins ne voulaient pas venir à Die. Mais pas un mot de ceux qui avaient pourtant postulé et dont les candidatures n'ont même pas été étudiées. Des médecins prêts à venir s'installer et à travailler ici, qui demandaient juste à être assurés que l'hôpital aurait bien son autorisation pour cinq ans, comme ça se fait partout... Sauf à Die, où l'Agence régionale de santé distille au compte-goutte, après chaque mobilisation, des renouvellements d'un an. Mais quel chirurgien, quel gynécologue, va quitter son travail pour s'installer en zone rurale pour un CDD d'un an ?

Ils n'ont pas non plus parlé de l'engorgement et du manque des moyens des hôpitaux de ville, en envoyant les accidentés et femmes enceintes à Valence, où l'hôpital est déjà tellement surchargé qu'on y soigne les patients dans les couloirs et que **les personnels du bloc opératoire y sont en grève**.

On a entendu beaucoup de choses, mais rien de la défaillance de l'État et des moyens qui ne sont plus alloués à la santé publique, de la tarification à l'acte qui a fait primer la rentabilité sur l'intérêt général, de la longue dégradation organisée d'un hôpital public laissé à l'abandon depuis des années.

Faute de volonté politique, on va remplacer des risques maîtrisables par d'autres qui ne le sont pas

Alors oui, l'hôpital de Die, sa maternité et sa chirurgie avaient besoin d'être rénovés. On avait besoin d'en revoir la gestion, de faire venir de nouveaux praticiens, de développer les coopérations avec d'autres hôpitaux. On pouvait même imaginer le développer en misant sur l'environnement exceptionnel du Diois : avec des spécialités de convalescence, de traitement des longues maladies, de médecine du sport, de nouveaux modes d'accouchement et de médecines naturelles, on pourrait passer de la défense à la reconquête, de la conservation à l'action... En fait, on pouvait faire tout ça depuis 31 ans. En définitive, faute de volonté politique, on va remplacer des risques maîtrisables par d'autres qui ne le sont pas : l'action politique a ceci de différent avec le verglas qu'elle se décide, se planifie et s'organise. Il faut juste du courage et de la détermination.



Ni la ministre, ni l'ARS, ni la députée, ni le président de la communauté de communes, ni le maire de Die n'ont voulu entendre ces alternatives et la mobilisation des habitants, qui a pourtant dépassé très largement le cadre partisan et **s'est exprimée de toutes les manières possibles**. Dépôt de plainte des femmes enceintes en gendarmerie, **émissions de radio**, lettres à la ministre, **manifestations**, aires d'accouchement improvisées sur un rond-point, affichage dans les rues de portraits de générations nées à Die, simulation d'exode vers Valence... On n'a pas manqué d'imagination ni de relais. Tout le monde s'y est mis : futurs parents, commerçants, habitants, et certains élus. La pétition a reçu **plus de 15.000 signatures** en quelques jours, on a reçu des messages de soutien et de solidarité du pays tout entier, et on a sans cesse rappelé que, deux fois déjà, en 1986 et en 2008, la population avait réussi à sauver chirurgie et maternité.

Le Diois sort de cette lutte amputé

Cette fois, cela n'a pas fonctionné. L'ultime acte de résistance pour essayer d'annuler cette décision, par un référé en suspension déposé par le **Collectif de défense de l'hôpital de Die** auprès du tribunal de Grenoble, a été rejeté le 28 décembre. Tenez-vous bien, c'est l'acmé de cette triste histoire : le rejet du tribunal a été fondé sur le fait qu'il n'y avait pas de décision administrative à contester. En fait, le directeur de l'hôpital de Die, qui entre-temps a été promu pour ses bons services aux hospices civils de Lyon, n'a tout simplement pas fait la demande de renouvellement d'autorisation. Ce n'est donc pas *stricto sensu* une fermeture, juste une extinction.

Le Diois sort de cette lutte amputé. Alors que le dernier recensement nous mettait sur la voie dynamique des 5.000 habitants, cette fermeture d'un service essentiel risque fort de mettre un coup d'arrêt à l'arrivée de jeunes et de familles, de nouveaux lycéens en section sport-nature, d'usagers de la gare, d'écoliers et de spectateurs pour le théâtre et le cinéma... Les gens réfléchiront à deux fois, malgré la beauté des paysages, avant de venir s'installer dans le Diois.



Alors que ces édiles locaux qui, il y a quelques mois encore, assuraient que l'hôpital était « *un outil structurant pour le territoire* », faisaient de grandes envolées lyriques sur la ruralité et la défense du territoire, ceux-là mêmes qui se battaient pour être sur la photo de banderole de défense de la maternité, tous ceux-là, qui ont jugé que leur place n'était pas aux côtés des Diois à l'heure de l'ultime mobilisation et ont même appelé leurs collègues élus à ne pas manifester... qu'ils ne viennent pas pleurer le divorce entre élus et citoyens. Qu'ils ne viennent plus verser leurs larmes de crocodile sur le niveau d'abstention aux élections. Qu'ils ne nous parlent plus de vivifier le Diois.

Nous allons continuer à nous battre pour cette terre du Diois et ses habitants. Parce que rien n'aurait été possible sans le collectif de l'hôpital de Die pour obtenir et relayer les informations et organiser la mobilisation, l'action doit rester collective. Parce que d'autres choix sont possibles, parce que nous ne sommes pas des citoyens de seconde zone, que nos montagnes ne sont pas des déserts, et que cette fabrique de la colère qu'est la désertion des politiques doit être résolument combattue.

Source : Corinne Morel Darleux pour *Reporterre*

Photos : DR

. chapô : manifestation pour la sauvegarde de la maternité de Die.

- Emplacement : Accueil > Editorial > Chronique >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Desert-medical-desertion-des-politiques>